

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative – Porte J
34 avenue du Maréchal Maunoury
41000 Blois

Blois, le 21/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCA AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT20230659
Code AIOT : 0010004043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2023 dans l'établissement SCA AXEREAL implanté Rue Mardeau 41500 Mer. L'inspection a été annoncée le 03/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA AXEREAL
- Rue Mardeau 41500 Mer
- Code AIOT : 0010004043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de MER de la Société Coopérative Agricole AXEREAL relève du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les activités de cet établissement sont encadrés par l'arrêté préfectoral n°2005-207-13 du 26 juillet 2005, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2007-232-9 du 20 août 2007 et n° 2009-351-1 du 17 décembre 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Les incendies dans les silos utilisés pour le stockage de céréales, de bois ou de matériaux combustibles analogues sont nombreux. Leur extinction nécessite la mise en œuvre de moyens importants et une longue intervention des services de secours. Ils peuvent être responsables de dégâts économiques importants et génèrent des incommodités pour le voisinage.

Un récent bilan de l'accidentologie établi par le BARPI confirme que les incendies et départs de feu de silos demeurent fréquents : plus d'une centaine d'évènements concernant des départs de feu sur des silos ont été dénombrés depuis le 1^{er} janvier 2020, au niveau national (34 en région Centre-Val de Loire). Les matières stockées et impliquées sont en majorité des céréales, de la biomasse (bois), mais également en nombre plus limité divers produits combustibles.

Les silos concernés sont pourtant des installations classées pour la protection de l'environnement et, sont ainsi soumis au respect d'exigences de sécurité pour prévenir les risques d'incendie.

L'inspection du 10 novembre 2023 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale de l'inspection des installations classées menée en 2023, établie sur les enseignements du retour d'expérience accidentologique, afin de vérifier le respect de ces exigences de sécurité.

Cette inspection a porté notamment sur les points de contrôle suivants :

- l'état de bon fonctionnement et d'entretien des équipements susceptibles d'être à l'origine de départ de feu (moteurs électriques, paliers, bandes, installations électriques, travaux par points chauds...),
- l'existence, la mise en œuvre et le respect des conditions de fonctionnement garantissent la prévention des départs de feu (sécurité et asservissement de la manutention, plan d'entretien et de maintenance, permis de feu, surveillance après travaux ...).

Des contrôles, par sondage, de la présence des détecteurs de dysfonctionnement et de l'asservissement du fonctionnement des installations de manutention à celui du système d'aspiration, ont été effectués au cours de cette inspection.

Des simulations de défaut de ces équipements ont également été mises en œuvre, afin de vérifier la mise à l'arrêt du circuit testé, et le bon fonctionnement des alarmes associées...

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Etat des stocks de produits et matières dangereuses	Arrêté Préfectoral du 20/08/2007, article 1.2 et 1.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
7	Vieillessement des structures	AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation. Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit une sensibilisation adaptée aux risques. Selon les éléments présentés par l'exploitant, la formation de son personnel fait l'objet d'un plan formalisé pour chaque personne. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement : tous les 5 ans, et chaque année, avant la collecte de l'été, notamment pour les personnels saisonniers. Le contrôle par sondage de ce plan a porté sur les formations suivies par le responsable du site, nommément désigné par l'exploitant. Ce personnel a suivi notamment les formations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 26/11/2019 - Silo ; - 23/10/2023 - surveillance et vieillissement des structures. L'exploitant a fixé un recyclage quinquennal pour ces deux formations. Ce contrôle n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et des travaux
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident

Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les consignes de sécurité sont tenues à jour et à la disposition de l'ensemble du personnel du site. L'exploitant réalise une vérification, et/ou fait vérifier par des sociétés extérieures l'ensemble des équipements qui composent la manutention et assurent le travail du grain sur ses sites. La consultation du rapport du 19 septembre 2023 relatif au contrôle préventif réalisé du 7 au 15 septembre 2023, dans ce cadre, par la société DELANOUE, a permis de constater la mise en œuvre effective de ce contrôle qui porte également sur le bon fonctionnement des détecteurs de dysfonctionnement. L'exploitant a également présenté le plan des actions mises en œuvre pour lever les écarts observés dans le cadre de ce contrôle préventif. Cette consultation n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions générales
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le contrôle par sondage a porté sur le permis de feu délivré le 7 novembre 2023, au profit de la société PCSE, pour une intervention au sein silo coque Béton. Ce permis rappelle notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les motivations ayant conduit à sa délivrance, • la durée de validité, • la nature des dangers, • le type de matériel pouvant être utilisé, • les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux. Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies. À l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier. La consultation du permis de feu susvisé délivré le 7 novembre 2023 n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : [...]. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Le transporteur à bande de chargement train est dépourvu de détecteur de déport de sangle.
Observations : Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe 1 du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : [...]. Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
Constats : L'organisme de contrôle DEKRA Industrial SAS fait mention de la limite de sa vérification du 8 novembre 2023. Dans ce contexte, il n'est pas en capacité d'attester de la conformité des installations électriques et du matériel utilisé vis-à-vis des dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.
Observations : Les rapports suivants relatifs à la vérification du 26 octobre 2022 de la société DEKRA Industrial SAS ont été consultés : <ul style="list-style-type: none"> - le Q18 n°115991632201R 001 du 22 novembre 2022 ; - rapport n°115991632201R002 du 22 novembre 2022. <p>L'exploitant a également présenté le plan des actions mises en œuvre le 13 février 2023 pour lever les écarts notifiés dans le rapport de contrôle n°115991632201R 001 du 22 novembre 2022, associé au certificat Q18 précité qui faisait état de risques d'incendie et d'explosion. Une nouvelle vérification a été réalisée le 8 novembre 2023 par DEKRA.</p> <p>Le rapport relatif à cette vérification fait mention de la limite de sa portée, avec notamment l'absence de coupure générale.</p> <p>Dans ce contexte, l'organisme DEKRA Industrial SAS n'est pas en capacité d'attester de la conformité des installations électriques et du matériel utilisé vis-à-vis des dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Vieillissement des structures
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.15
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi mis en oeuvre
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration ...) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une paroi dans les délais les plus brefs.</p> <p>En outre, lorsque la zone d'ensevelissement est susceptible de sortir des limites de propriété, l'exploitant établit une procédure, qui spécifie la nature et la fréquence de ces contrôles, qui donnent lieu à un enregistrement.</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Observations : L'exploitant a présenté le plan de surveillance qu'il met en œuvre sur l'ensemble de ses sites. Ce plan est établi à partir du guide de la profession. En application de ce plan, le responsable du site, qui a suivi le 23 octobre 2023 une formation spécifique, effectue chaque année une inspection de l'ensemble des bâtiments, y compris les rétentions, présents sur le site. Il classe les désordres observés de 1 à 3, sur la base d'un catalogue des désordres mis à sa disposition par la direction technique du groupe coopératif AXEREAL. Une synthèse de ces désordres (4 D2 et 1 D1 observés sur le silo coque Béton en 2023) est établie par l'ingénieure structure de la coopérative, au sein de la direction technique. Seuls les désordres D3 font l'objet de traitements curatifs à ce jour. En regard des enjeux que présentent les silos de ce site, l'inspection prévoit d'imposer la réalisation d'un contrôle par organisme tiers compétent, tous les 10 ans afin de recalibrer, si nécessaire, la surveillance mise en œuvre ainsi que les éventuelles mesures curatives nécessaires au maintien en exploitation de ces installations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Etat des stocks de produits et matières dangereuses
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2007, article 1.2 et 1.3
Thème(s) : Situation administrative, PAC du 22 juin 2022
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident.</p> <p>La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.</p>

Constats :

Contrairement à la déclaration de l'exploitant en date du 22 juin 2022, des engrais répondant aux critères de la rubrique 4702 sont entreposés dans le bâtiment ONIC (silo censé être démantelé dans le cadre de la cessation des activités de stockage des engrais solides en regard du passage sous le seuil de classement de ces activités et de leur mise en sécurité associée).

Observations :

À la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni rapidement un état des stocks de l'ensemble des produits entreposés dans ses installations de stockage d'engrais solides et de produits phytopharmaceutiques présents dans l'établissement. Cet état des stocks fait mention, par rubrique des installations classées, de la répartition portée dans le tableau récapitulatif de l'état des stocks détaillé par rubrique et joint en annexe confidentielle du présent rapport.

L'état des stocks présenté permet d'établir que l'exploitant respecte les volumes qu'il a déclarés au travers du porter à connaissance du 22 juin 2022.

Cet état des stocks des engrais répondant aux critères de la rubrique 4702 met en évidence l'entreposage de quelques big-bags dans le bâtiment ONIC (silo censé être démantelé dans le cadre de la cessation des activités de stockage des engrais solides en regard du passage sous le seuil de classement de ces activités et de leur mise en sécurité déclarées le 22 juin 2022).

Les documents permettant à l'exploitant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation (FDS, ...) sont tenus à la disposition de l'inspection et des services d'intervention et de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois